

**Point de presse de la porte-parole -  
Union européenne/Journée de  
l'Europe - Arménie/Election d'un  
nouveau premier ministre -  
Nicaragua - Comores  
(Paris, 09 mai 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu à la question suivante :

**1 - Union européenne - Journée de l'Europe (9 mai 2018)**

Ce 9 mai, partout en Europe nous fêtons notre appartenance à une Union où depuis plus de 60 ans se conjuguent paix et stabilité, libertés et protection des droits, prospérité et solidarité.

La Journée de l'Europe commémore la déclaration de Robert Schuman, alors ministre des affaires étrangères, prononcée le 9 mai 1950 dans le salon de l'horloge du Quai d'Orsay, et considérée comme le texte fondateur de la construction européenne.

La France est engagée pour une refondation de l'Europe et porte une ambition forte pour l'Union européenne : une souveraineté réinventée, une unité consolidée autour de nos valeurs, une démocratie vivante.

Cette Journée de l'Europe 2018 sera aussi celle du lancement de la première consultation citoyenne en ligne paneuropéenne, qui vient compléter les réunions physiques organisées dans les 27 Etats membres. Aujourd'hui à midi, la Commission européenne ouvre une consultation disponible en 24 langues, appelant 450 millions d'européens à se prononcer sur un questionnaire défini par un panel citoyen et accessible en français (<a href="http://www.quelleestvotreeurope.fr/">http://www.quelleestvotreeurope.fr</a>).

Pour marquer la Journée de l'Europe, Nathalie Loiseau, ministre chargée des Affaires européennes, a échangé ce matin avec de jeunes Européens sur notre détermination à refonder l'Europe et sur les consultations citoyennes. À 14h30, elle participera au Sénat à un débat sur l'Union européenne face aux défis de la sécurité, des migrations et des frontières. À 17h, elle animera une consultation citoyenne à la Maison européenne de la photographie, avec le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, et le député Pacôme Rupin.

## 2 - Arménie - Election d'un nouveau premier ministre (8 mai 2018)

La France salue le processus de dialogue entre les forces politiques qui a permis l'élection par le parlement arménien d'un nouveau premier ministre le 8 mai, dans le respect de la Constitution et des droits fondamentaux des citoyens.

Elle lui présente, ainsi qu'au peuple arménien, ses meilleurs vœux de succès.

La France continuera d'apporter son soutien à l'Arménie.

## 3 - Nicaragua

Le ministre Sidharta Marin, conseiller du président Daniel Ortega pour les affaires internationales, a été reçu, à sa demande, le 7 mai, au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

À cette occasion, il lui a été rappelé que la France condamnait les violences intervenues ces derniers jours au Nicaragua. Il lui a aussi été rappelé la nécessité de faire toute la lumière sur les signalements de disparitions ou de mauvais traitements après les arrestations consécutives aux manifestations organisées ces dernières semaines. Les Nicaraguayens ne peuvent être inquiétés pour avoir exercé leur droit de manifester.

La France appelle toutes les parties à mettre en oeuvre rapidement le dialogue national confié à l'Eglise du Nicaragua afin de trouver une issue à la crise, tout en maintenant un dialogue ouvert avec les organisations régionales.

## 4 - Comores

Q - Les autorités comoriennes dénoncent la suspension des visas pour la France. Confirmez-vous cette mesure ? S'applique-t-elle uniquement aux demandes concernant Mayotte ou pour tout déplacement en France ?

R - La France a effectivement pris la décision de suspendre à compter du vendredi 4 mai 2018 et jusqu'à nouvel ordre, la délivrance des visas demandés par les ressortissants comoriens à

destination de la France métropolitaine (visas Schengen, visas de transit) et des départements et territoires d'outre-mer. Les visas demandés par les ressortissants d'une autre nationalité ne sont pas concernés.

Cette mesure est à replacer dans le contexte qui prévaut depuis le 21 mars dernier, date à laquelle le gouvernement comorien a pris la décision de refuser la réadmission, sur son territoire, des Comoriens entrés illégalement à Mayotte. Nous avons publiquement condamné ces mesures et sommes résolument engagés à travailler à leur levée par le dialogue politique avec Moroni. C'est ce qui a été clairement exposé pendant la visite du secrétaire d'Etat, M. Jean-Baptiste Lemoyne, à Moroni, le 11 avril, puis lors de l'entretien du ministre avec son homologue comorien, le 19 avril, à Paris.

Nous avons pris note de la déclaration du ministre des affaires étrangères, de la coopération internationale et de la francophonie, chargé des Comoriens de l'étranger, M. El-Amine Souef. Les autorités comoriennes ne peuvent en aucun cas nous attribuer les effets des mesures qu'elles ont prises le 21 mars, sans aucune concertation avec nous.

La France est un pays ami des Comores et souhaite ouvrir de nouvelles perspectives bilatérales, tenant compte de nos intérêts respectifs et sans aucune discussion sur le statut de Mayotte. Ceci passe par une lutte conjointe et efficace contre les filières d'immigration illégale, qui pourra être complétée par la mise en oeuvre rapide d'actions concrètes de développement, offrant des perspectives d'avenir à la jeunesse comorienne./.